



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article120>

Second tour

# La Mauritanie après la transition

- Z - Archives - Présidentielle 2007 -



Date de mise en ligne : jeudi 22 mars 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

**La Mauritanie de l'immédiat après transition sera semblable à celle d'aujourd'hui, trop peu à celle d'antan. Autant il est clair que cette différence sera grande, autant cette phase de notre histoire mérite que chacun y réfléchisse sérieusement, que chacun en prenne conscience et conséquemment, que chacun la prépare.**

La responsabilité qui nous incombe doit être comprise comme un devoir qui nous interpelle, comme un cri de conscience qui nous appelle. Or, nous sommes parvenus au point culminant du passage à cet immédiat après transition, avec l'entrée imminente dans la dernière phase de l'élection présidentielle. La Mauritanie aura fait l'apprentissage de la démocratie à travers l'instauration de la concertation comme méthode de travail et instrument de prise de décision. La coupure presque épistémologique opérée dans le pays depuis le 03 août 2005 a consacré ce principe, érigé en système de gestion des principales questions politiques à dimension nationale. D'autre part, le seul tabou mauritanien aujourd'hui, c'est l'existence des tabous. Tous les sujets ont été débattus, des plus sensibles et sérieux aux plus banals et triviaux. La classe politique, les acteurs de la société civile et les citoyens simples sont, peut-on dire maintenant, rompus à la discussion des problèmes du pays dans la perspective de trouver des solutions consensuelles qui engagent tous et que tous respectent. Il en va ainsi de la mauvaise gestion, de l'injustice, de la corruption, du détournement des deniers publics, pour ne citer que ceux-là. Ceux parmi nos problèmes majeurs qui n'ont pas été résolus, passeront nécessairement par cette voie royale qu'est la concertation, seule garantie de la satisfaction générale, si l'on veut éviter le désordre et les démons des dérapages fatals que personne ne peut avoir intérêt à réveiller, sauf rêve d'extinction ou désir pyromane. Les problématiques culturelles, sociales et politiques en lesquelles nos acteurs politiques trouvaient, chacun, le meilleur prétexte pour diaboliser son adversaire, se prêtent à merveille au jeu de la concertation, de l'entente et de la cohésion pour qui veut et, surtout, qui peut les mettre à profit dans la recherche de l'unité et de la solidarité. Ce pari quoique paradoxal, est l'une des meilleures oeuvres des autorités de la transition démocratique, car comme on le sait, sitôt qu'on parlait par exemple du tribalisme ou des ethnies, de racisme ou des esclaves, des exactions de 1989 ou des relations avec Israël, on en venait aux mains dans les cercles les plus respectables de la politique et dans les cénacles les plus fréquentables de notre intelligentsia. Il n'y avait d'ailleurs, au mieux, qu'un discours nihiliste et manichéen ou un dialogue de sourds, à la fois complexés de l'être et fiers de vouloir ne rien entendre. On ne pouvait guère parler de la tribu sauf pour dire qu'elle était bonne ou mauvaise, ni de l'esclavage que pour dire qu'il existait ou n'existait pas, ni des expulsés de 1989, hormis pour dire que c'était une réalité vécue ou des histoires... créées par les ennemis de la Nation ! L'unité nationale s'es est dramatiquement ressentie, la cohésion sociale en a pâti et la paix civile en a souffert. Nous ne le savons que trop tard ! Le climat apaisé de confiance réciproque a permis de dépasser les clivages et de surmonter les contradictions, voire de réaliser qu'avec le dialogue, des frontières séculaires s'évanouissent et des limites invétérées se révèlent comme autant d'artifices. Pourtant, les dirigeants de la transition n'ont jamais voulu imposer leur méthode par le droit de la force. Ils ont volontiers choisi la force du droit, l'affrontement au sens noble et étymologique du terme : « s'affronter, c'est être front à front, c'est-à-dire intelligence à intelligence et non force contre force » disait quelqu'un. Voilà le secret de leur succès palpable, voilà la clé de leur réussite incontestable. Le peuple mauritanien a ainsi pris goût à la liberté de s'exprimer sur ce qui le concerne à travers un débat démocratique qui n'exclut personne. Il sait qu'il a le droit à la participation et que ses problèmes méritent d'être résolus. Mais je suppose aussi qu'il faut une autorité capable de faire respecter le droit et d'imposer par la force du droit la méthode de gouvernement et de gouvernance répondant aux aspirations du peuple. Sur le plan économique, la Mauritanie de 2006 est déjà un pays pétrolier. Les appétits iront crescendo et les équilibres seront de plus en plus difficiles à maintenir. Il ne s'agira plus de se contenter de gérer, comme on peut (ou comme on ne peut pas), les ressources nationales et d'assurer, même équitablement, la répartition du revenu. Il va falloir prioritairement répondre aux multiples demandes qui s'exprimeront au double plan national et international. Comment répondre aux besoins légitimes d'emploi que l'exploitation de la nouvelle ressource a commencé à faire naître dans les rangs de nos chômeurs endurcis ? Comment préserver leurs intérêts aux grandes puissances, ne serait-ce que pour se prémunir contre elles ? Comment calmer les appétits des pays pauvres, foyers de tensions exportables et source d'immigration clandestine ? Le Président que nous cherchons doit avoir absolument l'autorité suffisante pour

continuer l'oeuvre en cours. Il doit savoir qu'il n'y a plus de retour possible à l'état de non démocratie. Il doit savoir que cette dernière ne peut s'accomplir que lorsqu'elle est soutenue par une dose d'autorité (et non d'autoritarisme), c'est-à-dire, la force du droit et la volonté affichée de l'imposer contre vents et marées. L'autorité dont il est question ici est à comprendre comme une exigence d'abord morale avant d'être politique. Son fondement juridique sera mieux soutenu si elle est l'émanation d'une estime réelle et d'un respect populaire gagné par l'action et le mérite individuels et/ou collectifs. Il nous faut quelqu'un qui puisse dire non aux nostalgiques des pratiques arbitraires, aux adeptes du statu quo, aux fanatiques du culte de la personne ou de la famille, du sectarisme, du népotisme et de la sape des fondements théoriques et pratiques de l'Etat. Il nous faut quelqu'un qui puisse dire oui aux revendications légitimes et légales de toutes les catégories de citoyens, aux idées novatrices et aux choix patriotiques saints. Le président que nous voulons doit être capable de se jeter au milieu de la foule pour connaître par lui-même les vrais besoins du peuple ; il doit être tout aussi capable de se mettre au-dessus de la mêlée pour prendre la décision appropriée sans l'influence de la tribu, du clan, de la famille restreinte ou élargie, des détracteurs ou des thuriféraires, bref de tout cercle fermé, quelle qu'en soit la nature. La transition nous a permis de faire l'apprentissage de la démocratie. L'après-transition doit nous permettre de l'exercer pleinement. Notre espoir est que le pays trouve l'homme à poigne qui pourrait assurer ce passage. Car, de l'avis d'un grand homme politique contemporain, les peuples réclament « qu'on les mène avec autorité et audace », pour peu que ce soit dans la bonne direction. Je n'en viens pourtant point à souhaiter pour la Mauritanie un despote, fût-il éclairé, ni un monarque, fût-il sorti des urnes. Je pense à un esprit démocrate et républicain qui ait le sens de l'Etat et la volonté personnelle de faire respecter la volonté populaire. En plus de ce démocrate musulman, souple tolérant et ouvert à la concertation, mais tout aussi vigoureux, ferme et déterminé quant à l'application des décisions, il nous faut un président qui comprenne la complexité du monde, les multiples facettes de ses relations, ses tendances à la fois spontanées et irréversibles, ses données fluctuantes et impertinentes etc. Une parfaite connaissance de la société est indispensable pour apprécier ses problèmes et savoir les résoudre avec le moindre coût possible. Un président qui connaît bien ses administrés n'a pas besoin de miracles pour assurer l'ampleur d'une bagarre autour d'un puits au Hodh en période estivale, d'un litige foncier dans une oasis du Tagant, d'un incident opposant un éleveur nomade à un cultivateur sédentaire de la Chemama. Une assise populaire sera un adjuvant de taille lorsqu'il s'agira de prendre des mesures impopulaires que l'intérêt suprême peut dicter à tout moment, car l'impact des programmes politiques dépend en grande partie de la réceptivité du peuple. Le charisme, quoique relatif et subjectif par nature, reste un don à ne pas négliger dans la direction des affaires publiques du niveau de la charge suprême de l'Etat. Voilà le profil que nous impose une certaine idée de la République. D'autres profils existent pour d'autres, mais celui-là seul doit être nôtre.

Par Y. Tourabi Doctorant en Lettres.